



Rete dei Comunisti

BULLETIN INTERNATIONAL

==== ■■ Avril 2022



L'Ukraine est une crête historique

Mauro Casadio » Rete dei Comunisti

Le saut qualitatif mis en évidence par la guerre en Ukraine est le produit direct d'une accumulation de contradictions non résolues dans les rapports de force internationaux qui s'éternisent depuis au moins la crise financière de 2008. Le processus a été complexe et, à certains égards, "karstique", mais il éclate aujourd'hui au grand jour avec une force inattendue, tout comme la rapidité de la précipitation militaire était également inattendue.

Bien sûr, pour nous aujourd'hui, la première place est accordée aux tâches à accomplir dans notre pays et en Europe dans la lutte contre la guerre, contre l'expansionnisme de l'OTAN et surtout contre l'implication du peuple italien et ceux européens dans cette guerre, et contre l'économie de guerre, qui coûtera des larmes et du sang aux secteurs populaires, comme nous pouvons déjà le constater par le ralentissement de la croissance prévue à 4% après la pandémie déjà tombée à 1%, et l'inflation galopante.

Nous sommes également contre la logique du « ninisme », car l'OTAN est une alliance politico-militaire alors que Poutine est un individu. Nous sommes contre parce que nous ne pouvons pas être conditionnés par une approche idéologique qui, pendant trente ans, a vu les "bons" contre les méchants, qui sont de temps en temps Milosevic, Saddam Hussein, Kadhafi, Ben Laden, Assad, les différents Kim de Corée du Nord, etc.

Cette logique est en fait le chantage qui nous est imposé pour nous maintenir attachés à la

charrette du maître. C'est pourquoi, pour ne pas être diabolisés à notre tour, nous devons renoncer à tout raisonnement qui s'intéresse au processus historique en cours. C'est ce que le Premier ministre italien Mario Draghi a explicitement dit au Parlement. Oubliez la « fin de l'histoire », comme les mêmes personnes nous l'ont toujours dit, car l'histoire ne s'est jamais arrêtée et risque maintenant un nouveau point de rupture.

En fait, le problème n'est pas Poutine, mais ce que la Russie est devenue depuis l'effondrement de l'URSS, comment elle a été et est gouvernée par les oligarques qui étaient jusqu'à hier des alliés de l'Occident et par les gangsters politiques et économiques au pouvoir.

Il convient donc de souligner que si, pour certains, un Poutine subordonné à l'Occident serait également acceptable, pour nous, il ne l'est pas, pas même dans ce cas. Poutine fait en fait partie du groupe dominant qui a vendu l'URSS, et pour nous, ce n'est pas du tout acceptable. Nous sommes donc bien au-delà du « ni l'un ni l'autre » et ce qui semble incroyable, c'est la suppression totale de l'Histoire récente, même par des secteurs qui se disent communistes. Mais c'est une autre Histoire. À reprendre certainement.

Une crise de stratégie

Cependant, il ne suffit pas de parler de ce qui se passe en Ukraine pour comprendre les dynamiques à l'œuvre qui ont conduit à cette situation.

Depuis des années, dans un monde désormais "ex-mondialisé" – comme nous le soutenons depuis un certain temps – on assiste à un rééquilibrage des relations financières, économiques et militaires internationales qui a contenu l'hégémonie américaine depuis la crise financière de 2007/2008, conduisant ainsi à une impasse substantielle dans les rapports de force mondiaux où personne ne pouvait clairement l'emporter sur les autres.

Une impasse dans laquelle la croissance de la Chine et la construction de l'UE ont joué un rôle croissant.

Cet équilibre, dû à l'augmentation de l'hyper-compétition évoquée par Von Der Leyen, est en train d'être dépassé sauf, pour l'instant, pour l'armement nucléaire qui reste une dissuasion générale. L'événement qui a "officialisé" la manifestation de ce déséquilibre est le départ des États-Unis et de l'OTAN d'Afghanistan en août dernier.

La retraite désordonnée d'Afghanistan n'était pas seulement la certification d'une défaite politico-militaire, mais la manifestation d'un échec stratégique qui – selon la théorie avancée dans les années 1980 par Brzezinski – entendait occuper le centre de l'Asie afin de déterminer l'équilibre mondial.

Par conséquent, la rupture entre les États-Unis et l'OTAN n'a fait que révéler le vague désir des États-Unis de continuer à être la seule puissance hégémonique dans le monde.

Sur la base de cette stratégie, à partir de 1991, des interventions militaires ont été menées en Irak, en Syrie, en Libye et en Afghanistan, et les

tentatives de déstabilisation de l'Iran ont été intensifiées. Les États-Unis voulaient construire un axe politico-militaire qui s'étendrait de la Méditerranée au cœur de l'Asie, occupant une position stratégique afin d'avoir la Russie et la Chine "dans le collimateur". Mais ils ont échoué. Cette impuissance occidentale a donné naissance à un nouveau centre "gravitationnel" hégémonique compétitif, composé principalement de la Chine qui, avec la Russie et l'Iran, est en train de créer une série d'accords pour construire une vaste zone économique continentale avec sa propre possibilité de croissance indépendante des impérialismes euro-atlantiques.

Les répercussions en Europe

L'adhésion forcée de l'Ukraine à l'OTAN trouve son origine dans ce contexte et n'est en aucun cas un accident de dimension régionale.

D'autre part, si l'on examine les conclusions de la réunion du G7 en Cornouailles en juin 2021, l'hypothèse du renforcement des liens et de la stabilité interne au sein de la zone euro-atlantique y était déjà évidente, où l'on parlait d'une "route de la soie démocratique" par opposition à la route chinoise.

Mais la réduction de la taille des États-Unis concerne également les relations transatlantiques, car le rééquilibrage international en cours touche également cette zone.

La danse au début de la crise ukrainienne était significative, car les États-Unis ont adopté la même tactique que dans les années 1980 avec la crise des Euro-missiles en Europe, où d'une part ils menaçaient l'URSS mais d'autre part ils voulaient aussi réduire les ambitions des États

européens. En particulier l'Allemagne, qui cherchait sa propre autonomie avec ce qu'on appelait l'Ostpolitik promue par le Premier ministre ouest-allemand Willy Brandt.

Le forcing sur l'Ukraine visait d'une part à provoquer une crise en Russie dans le but d'affaiblir le bloc euro-asiatique en cours de formation, et d'autre part à remettre l'UE dans les "tranchées" en tentant de réaffirmer l'hégémonie américaine en Occident.

Malheureusement pour Biden, ses calculs se sont avérés erronés. En fait, Poutine a décidé de passer à l'attaque militaire sous le couvert de l'armement atomique et avec le soutien de la Chine, qui a déclaré à son tour que la relation avec la Russie était « aussi solide qu'un rocher », évitant ainsi les tentatives de division, également parce qu'elle doit faire face aux provocations américaines sur Taïwan.

L'UE, qui ne peut plus reculer devant sa propre perspective impérialiste, s'est relancée et, après les premières tentatives infructueuses de médiation, a fait de la "nécessité" une vertu, se révélant plus militariste que les États-Unis eux-mêmes, favorisant la confrontation directe avec la Russie et élevant le seuil du danger de guerre généralisée.

Ce n'est qu'à ce moment-là que Biden, sachant pertinemment qu'une guerre atomique ne se déroulerait pas uniquement sur la scène européenne, a dénoncé les risques d'un conflit nucléaire, limitant les représailles à des sanctions et à un soutien financier et en armement à l'Ukraine.

Le dernier kilomètre pour l'Union européenne

Ce qui est pertinent pour notre condition politique est le nouveau bond en avant que l'UE a fait avec le sommet extraordinaire de Versailles pour soutenir son rôle international.

Depuis plus de 20 ans, certains prétendent que l'UE n'est qu'une "expression géographique", continuant à nier une réalité de plus en plus évidente, sans tenir compte du fait que nous sommes dans un processus qui ne présente pas les caractéristiques "classiques", voire aucune, de la constitution d'une nouvelle entité étatique supranationale.

L'UE en tant que puissance impérialiste se construit précisément à travers les crises !

La crise de 2008 a initié une phase avancée d'intégration économique et financière, dont la présidence de Draghi à la BCE avec le Quantitative Easing a été la gestion la plus fonctionnelle pour la construction continentale.

La crise pandémique a conduit non seulement au renforcement des instruments financiers communs, avec le Recovery Fund, mais aussi au lancement d'une phase d'intégration de la structure industrielle européenne qui ramène sur le continent des productions délocalisées dans le monde entier, qui propose un saut technologique au prix de la fermeture de secteurs économiques désormais obsolètes, une thèse explicitée par Mario Draghi en affirmant que toutes les entreprises ne peuvent être sauvées.

Le tout agrémenté d'une idéologie "environnementaliste", qui s'effrite aujourd'hui sous les coups de la guerre, privilégiant une fois de plus le profit privé à la protection de l'environnement. Enfin, la guerre en Ukraine a fourni une occasion,

que l'UE entend saisir, de faire le « dernier kilomètre », c'est-à-dire d'entamer concrètement le processus de militarisation de la production, le Warfare, qui permettra la relance économique et la construction de l'armée européenne si souvent évoquée mais désormais à portée de main.

La réunion des chefs d'État à Versailles les 11 et 12 mars prochains permettra de lever toute ambiguïté à cet égard. Entre-temps, une vérité évidente depuis un certain temps est apparue, à savoir que l'OTAN compte deux acteurs principaux, les États-Unis et l'UE, qui s'efforcent d'atteindre la parité stratégique, ce dont les États-Unis devront enfin prendre acte.

En outre, le processus de réarmement européen a été défini noir sur blanc, avec un plan d'investissement et de planification qui ne laisse aucune place au doute. En revanche, à d'autres moments, quelqu'un a dit que si les États-Unis d'Europe devaient naître, ils ne pourraient être que réactionnaires, mais soit !

Et qu'en est-il des perspectives ?

Bien sûr, il n'est pas facile de faire des prédictions car aujourd'hui, on peut rapidement plonger dans l'escalade militaire ou faire face à une phase plus ou moins longue de négociations et de conflit qui ne se limite pas nécessairement à l'Ukraine.

Mais l'erreur inhérente au fait de s'aventurer dans des "prévisions" et de considérer certains résultats comme acquis est de partir d'une logique purement géopolitique sans tenir compte des données structurelles qui ont mûri lors du passage au XXI^e siècle.

En réalité, la situation que nous vivons est celle de l'épuisement des marges de la croissan-

ce mondiale, comprise dans son ensemble, du Mode de Production Capitaliste, ou plutôt de la réduction historique du taux de profit par rapport à l'énorme masse financière en circulation dans le monde et produite par le développement capitaliste au cours des dernières décennies. C'est ce qui produit l'hyper-compétitivité entre des capitalismes qui sont le produit d'histoires et d'intérêts spécifiques.

Cette condition ne peut qu'accentuer le conflit international au-delà des raisons des États ou de la raison des classes dirigeantes. L'issue que nous pouvons rationnellement prévoir aujourd'hui n'est donc pas du tout positive, même si le délai d'une précipitation ne sera pas nécessairement court, mais ne peut pas non plus être projeté sur une longue période.

Il est donc nécessaire que les communistes, les forces de classe, sociales et démocratiques comprennent comment faire face aux années à venir, au cours desquelles la nécessité d'une unité entre tous ceux qui sont "exclu.e.s" de ce développement, à commencer par les couches populaires, est aussi claire que le jour pour nous tous.

Mais cela est possible si nous sommes conscients que construire l'unité sans produire dans l'échange la qualité de l'analyse, le contenu et la perspective du dépassement des relations sociales capitalistes est, comme cela s'est souvent produit, condamné à ne durer qu'une saison.

Avec la Boussole Stratégique pour la Sécurité et la Défense L'Union européenne devient une puissance militaire en perspective

Rete dei Comunisti

L'approbation par le Conseil de l'Union européenne, lundi 21 mars, du document sur la "boussole stratégique pour la sécurité et la défense" marque un saut quantique dans la planification de l'édifice politique de l'UE.

Non seulement l'Union aspire désormais à devenir un acteur mondial majeur, mais elle se dote également des instruments militaires globaux pour mettre en œuvre ce plan, et des méthodes de financement correspondantes.

En ce qui concerne le changement de rythme dans la capacité à canaliser les ressources économiques, la boussole stratégique est très claire : "dépenser plus et mieux pour la défense", ce qui est tout à fait conforme aux choix d'augmenter le budget militaire déjà annoncés pour les pays respectifs par, entre autres, le premier ministre allemand puis le premier ministre français.

À la lecture du document, on a l'impression que l'état de guerre deviendra un élément décisif du système économique du continent, et que la R&D se concentrera sur le haut de gamme de la technologie des armes à double usage.

L'Union européenne est avant tout fonctionnelle à la promotion des intérêts d'une oligarchie européenne issue des fractions les plus clairvoyantes des différentes bourgeoisies nationales, qui ont initié sa constitution avec le Traité de Maastricht il y a une trentaine d'années. Ce processus de construction sert une bourgeoisie continentale consolidée qui se dote des outils

nécessaires pour faire face à cette phase de compétition stratégique, capable de projeter ses propres intérêts en contraste ouvert avec les sphères d'influence qui sont en train d'être définies par d'autres acteurs mondiaux.

Il s'agit d'un projet qui a démontré son indéniable résilience et qui a su transformer les crises qu'il a traversées en opportunités de relance, en comblant les lacunes qui sont apparues dans son action vers un degré toujours plus grand de verticalisation de ses processus décisionnels, un processus d'intégration économique et financière plus avancé et un déploiement plus articulé des instruments à sa disposition, le dernier mais non le moindre, le militaire.

Les 50 pages du Compas stratégique certifient, après deux ans de négociations entre les Vingt-sept, la convergence sur une politique européenne de défense, qui découle d'une vision commune des défis qui devra être continuellement actualisée, approuvant une nouvelle doctrine militaire qui vise à atteindre cette autonomie stratégique dans une série de domaines liés aux besoins de la guerre.

Une autonomie stratégique dans une relation complémentaire avec l'OTAN, mais avec un poids différent par rapport à celui joué jusqu'à présent, capable de contrebalancer l'axe anglo-américain dans le futur.

La défaite occidentale en Afghanistan, sanctionnée par la fuite audacieuse de l'été dernier

du pays asiatique, et l'action militaire russe en Ukraine n'ont plus permis à l'Union européenne de reporter l'achèvement de sa formation en tant que pôle impérialiste.

Selon le document, "un nouveau paysage stratégique se dessine, qui nous oblige à agir avec un sens de l'urgence et une détermination bien plus grands". En effet, l'horizon temporel des différents objectifs énumérés au bas de chaque section de la boussole stratégique les place comme des priorités dans les choix contraignants de l'agenda politique à venir et donne un sens à l'accélération de ce processus déjà partiellement engagé avec la PESCO, c'est-à-dire la Coopération structurée permanente.

L'UE veut donc surmonter les "lacunes critiques en matière de capacités" et les "dépendances stratégiques" qui minent son autonomie, et elle veut le faire rapidement avec un vaste programme dont l'horizon ultime est 2030, et des étapes intermédiaires beaucoup plus rapprochées.

Le document met le doigt sur le rôle de la Russie, celle-ci étant, pour ainsi dire, identifiée comme une sorte de menace mondiale pour l'UE, de l'Europe de l'Est à l'Afrique en passant par le Moyen-Orient, tandis que la Chine est considérée comme "un partenaire de coopération, un concurrent économique et un rival systémique". Dans les années à venir, l'Union européenne sera dotée d'un profil militaire à la hauteur de toutes ses fonctions : du développement d'une intelligence partagée qui élabore une "vision stratégique commune", dotée de structures de commandement et de contrôle uniques, à une industrie de défense de pointe, de la coopération permanente entre les différentes branches des forces armées (marine, armée de l'air, ar-

mée de terre) et les domaines de guerre relativement nouveaux (espace et cyberspace) des différents pays, à la création de sa propre force d'intervention rapide multinationale et interforcées pleinement opérationnelle.

Cette force de 5000 hommes, pour laquelle l'Allemagne – selon les termes du ministre de la défense Christina Lambrecht – s'est déjà rendue disponible pour fournir le noyau dur, commencera à s'entraîner l'année prochaine et sera effectivement opérationnelle en 2025.

La capacité à mettre en place des missions militaires sera obtenue grâce à un processus décisionnel dans lequel les "États membres volontaires" utiliseront "l'abstention constructive" de ceux qui ne souhaitent pas participer sans constituer un obstacle de fait à la mise en œuvre des missions. Ainsi, les processus de décision ne seront pas encombrés, un groupe d'États leaders (Allemagne, France, Italie et probablement Espagne) étant entouré d'autres composantes à "géométrie variable", ce qui consolidera la coopération de guerre.

Surtout, l'UE se concevra de plus en plus comme un acteur ayant une conscience de soi accrue, face à l'accélération du processus de développement des contradictions structurelles du modèle de développement dont elle était l'auteur, et capable d'agir de l'Afrique à l'Asie, en passant par le Moyen-Orient avec un vaste éventail de partenaires qui va de l'Union africaine à l'ASEAN, en plus évidemment de l'OTAN et de l'ONU.

Ce bloc continental est déjà doté d'une certaine taille qui en faisait potentiellement un acteur majeur de la puissance militaire, comme l'a

rappelé le Haut représentant pour la politique étrangère Josep Borrel en marge de l'approbation du Compas stratégique : "Les Vingt-sept dépensent chaque année quatre fois plus que la Russie et un montant similaire à celui de la Chine, mais de manière beaucoup moins efficace. Nous devons être plus efficaces".

"A la guerre come à la guerre" est redevenu la devise d'une bourgeoisie continentale qui a remis son casque et entend faire payer aux classes laborieuses les coûts de cette métamorphose castrale, malgré le spectre croissant de la stagflation.

En tant que Rete dei Comunisti, nous affirmons depuis longtemps la nécessité pour notre pays

de se libérer de la cage de l'Union européenne et de quitter l'OTAN, comme seule chance d'émancipation des classes subalternes et plus que jamais comme stratégie de sortie obligatoire d'une spirale de guerre qui s'alimente avec des conséquences de plus en plus graves. En novembre de l'année dernière, nous avons consacré un forum de deux jours à Bologne pour approfondir les transformations de l'UE : "Union européenne : du pôle impérialiste au super-État?". Les résultats de ce travail de réflexion sont devenus un numéro papier substantiel de *Contropiano* publié en février dernier et que nous préparons à présenter dans différentes villes italiennes, afin de poursuivre une discussion que nous considérons comme centrale et essentielle.



Amérique Latine : lancement de la campagne nationale à son

Giacomo Marchetti » Rete dei Comunisti

Le dimanche 6 mars, la première réunion d'une campagne nationale de solidarité avec l'Amérique latine s'est tenue au club Arci Guarinelli de Bologne.

Le sens de cette initiative a été souligné à la fin de son intervention par Mila Pernice, qui a présenté les travaux : nous pensons qu'il existe les conditions pour une campagne politique forte en soutien aux processus en cours en Amérique latine, nous pensons qu'il est temps de construire une mobilisation nationale sur ces questions parce que ces processus indiquent une direction que nous ressentons le besoin d'accompagner et de soutenir, parce que la seule direction possible est celle qui va vers le renversement du système capitaliste et de ses politiques impérialistes. Pourquoi pas, dans le sillage de la construction du socialisme au XXIe siècle.

Cette première réunion, à laquelle nous avons participé, a permis d'avoir une vue d'ensemble des différents pays de Nuestra America, grâce surtout aux voix des nombreux camarades latino-américains vivant en Italie, et d'émettre l'hypothèse d'un premier agenda politique pour la campagne qui sera enrichi et plus détaillé dans les mois à venir.

Des représentants et des militants de Bolivie, du Brésil, de Cuba, du Pérou, de Colombie, d'Équateur et du Venezuela y ont participé.

Le tableau a été complété par la contribution de Luciano Vasapollo, qui s'est concentré principalement sur Cuba et le Venezuela, montrant les

défis globaux de la transition socialiste dans un monde multipolaire en transformation rapide et où la guerre, malheureusement, semble être redevenue l'un des principaux outils pour résoudre la compétition intercapitaliste.

La situation cubaine et vénézuélienne a également été abordée et approfondie par Indira Pineda, une militante politique d'origine cubaine travaillant au consulat du Venezuela à Naples, et par Adres Barreto, qui a clarifié le sens et l'importance du congrès du PSUV qui se déroule actuellement et a attiré l'attention sur les luttes pour le droit au logement, dont il est un promoteur, en Italie.

La contribution de l'Organisation de la jeunesse communiste Cambiare Rotta et de l'OSA, intervenant avec Eva Olivero de la CR, a rappelé - entre autres - le rôle d'avant-garde joué par la composante jeunesse dans le déclenchement de puissants mouvements sociaux latino-américains, comme au Chili, et le rôle joué par les organisations de jeunesse cubaines, d'abord dans la difficile lutte contre la pandémie, puis dans l'anéantissement des tentatives ratées de déstabilisation l'été dernier.

Mila Pernice, du Rete dei Comunisti, a introduit la réunion et l'a présidée avec Guadalupe Aguilar, médiatrice culturelle et activiste internationale d'origine bolivienne.

Giacomo Marchetti, du Rete dei Comunisti, a conclu en rappelant le sens de l'initiative dans le contexte actuel et en relançant les initiatives qui

caractériseront la Campagne dans les prochaines semaines.

La première série d'initiatives concernera les élections colombiennes avec l'élaboration et la diffusion d'une série de matériels approfondis. La situation colombienne, évoquée dans plusieurs discours, a été approfondie par Eder Obando, représentant en Italie de la Coalition du Pacte Histórico, qui choisira son candidat et son suppléant à la Présidence lors des primaires qui auront lieu, en même temps que les élections politiques, le 13 mars.

Il a complété son discours par la projection du premier épisode de la première saison de la websérie Matarife, basée sur le travail de journalisme d'investigation de Danilo Mendoza Leal, projetée pour la première fois en Italie avec des sous-titres italiens pour cette réunion.

Dans les semaines à venir, les promoteurs de la campagne montreront ce documentaire dans différentes villes italiennes. Comme on l'a dit, ce documentaire a été "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", contribuant à une plus grande prise de conscience de ce qu'a été le système Uribe.

Ces initiatives seront des moments importants de sensibilisation et de confrontation, pour soutenir le défi électoral du Pacte en vue des élections présidentielles de mai.

La Colombie est le seul pays d'Amérique latine qui intègre le Pacte atlantique depuis 2017 et qui a récemment élargi le spectre de sa collaboration avec l'OTAN.

La deuxième série d'initiatives, dont le calendrier et les modalités devront être décidés, con-

cernera le soutien aux forces progressistes dans la campagne des élections présidentielles au Brésil en octobre.

La situation dans le pays a été bien illustrée par Frederico Ronconi, un militant de la lutte anti-a-sile et membre du Parti communiste brésilien, qui a souligné la nécessité d'une mobilisation populaire et la clarté de l'agenda de classe qui engage les forces progressistes, principalement le PT, dans la situation politique brésilienne actuelle.

Un troisième moment sur lequel la campagne se concentrera est le lancement d'une journée nationale de mobilisation pour le 12 octobre de cette année, une sorte de "No Columbus Day".

Pour reprendre les termes de l'introduction de Mila Pernice : en guise de coordination autour de la campagne, nous voulons lancer l'idée d'un rendez-vous national, à l'automne, un No Columbus Day qui tomberait après le premier tour des élections présidentielles au Brésil, à la date où, comme l'a écrit Eduardo Galeano, "l'Amérique latine a découvert le capitalisme" avec tout ce qui s'en est suivi.

Un rendez-vous à construire, mais absolument nécessaire.

Si ce sont là les principaux axes sur lesquels s'articulera la campagne, il est clair qu'une attention particulière sera consacrée au suivi et au soutien tant de la trajectoire des processus de transformation dans les pays qui ont connu un retournement progressif, comme le Pérou, ou qui, après une parenthèse, ont repris cette voie avec encore plus de vigueur, comme la Bolivie, que des pays, comme l'Équateur, qui luttent

contre un néolibéralisme féroce "de retour" et qui envisagent les futures élections comme une chance de rédemption.

En ce sens, les interventions d'un camarade du Pérou Libre Guizela Alarcon et Luis, et de Gabriel Caisaletin, un activiste politique de l'Équateur, ont été précieuses.

Dans les prochains jours, l'enregistrement des

interventions individuelles de la réunion, qui a été diffusée sur la chaîne YouTube de Contrapiano, sera disponible.

Alors que les vents de la guerre soufflent impétueusement, nous pensons qu'un premier pas important a été fait dans la direction que nous espérons, conscients de la nécessité de poursuivre le débat le plus large possible sur un continent qui est un espoir pour l'Humanité.



Le nucléaire civil et militaire. Arrêtons-les maintenant!

Cambiare Rotta

Début juin, les organes de décision de l'Union européenne prendront les dernières mesures pour approuver l'inclusion de l'énergie de fission nucléaire dans la taxonomie verte, la liste des sources considérées comme durables et à financer pour la soi-disant transition écologique.

Au cours des derniers mois, le débat européen autour de l'énergie nucléaire a pris de l'ampleur en exploitant les niveaux climatiques critiques atteints en raison d'un modèle de développement non durable à tous points de vue : humain et environnemental. Mais c'est la récente précipitation de la guerre en Ukraine qui a révélé le véritable besoin des classes dirigeantes européennes, à savoir la nécessité de réduire au plus vite la dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger, face à une plus grande poussée d'électrification, afin de pouvoir résister au choc de l'ère de l'hypercompétitivité multipolaire évoquée par Von der Leyen dans son discours sur l'Union en septembre.

C'est également dans cette optique, mais dans un contexte de guerre ouverte, que les 10 et 11 mars derniers, au sommet de Versailles, les dirigeants européens ont indiqué les trois objectifs stratégiques pour réaliser une Europe de la puissance. L'un d'entre eux est l'autonomie énergétique, avec la définition du "REPowerEU", un plan qui doit être élaboré par la Commission européenne d'ici la fin mai.

Il est nécessaire de construire une opposition à ce projet belliciste et anti-climatique, nous lançons un appel à toutes les forces sociales,

syndicales, politiques et du mouvement pour construire ensemble un chemin qui, à partir de l'importante mobilisation à l'occasion de la grève mondiale pour le climat du 25 mars, nous conduira à une manifestation nationale le dimanche 22 mai à la centrale nucléaire de Caorso, lieu symbolique de l'histoire du mouvement antinucléaire dans ce pays qui verra en 2022 - trente-deux ans après la fermeture de la centrale - le début du démantèlement du réacteur.

La raison en est qu'une grande partie des phases d'extraction et de traitement de l'uranium sont couvertes par le secret militaire et qu'il n'est donc pas possible d'évaluer leur impact sur les émissions de manière transparente. De même, en ce qui concerne le CO2 produit par le processus de démantèlement, aucune donnée certaine n'est disponible à ce jour et nous n'en disposerons pas avant une autre décennie, lorsque les pays les plus liés au nucléaire commenceront à démanteler effectivement leurs centrales. En ce sens, le lourd héritage que laisse la fission nucléaire nous est enseigné par l'histoire de notre pays : en Italie, depuis 1987, année du premier référendum contre le nucléaire, le processus de démantèlement des quatre réacteurs italiens n'est achevé qu'à 30-40% et Sogin, la société qui gère les centrales nucléaires italiennes, a d'abord répercuté les coûts énormes des travaux sur nos factures d'électricité, puis a été mise en liquidation judiciaire. Aujourd'hui, la résolution sur le dépôt national unique de déchets nucléaires approche, mais s'il est toujours géré comme un S.P.A., il ne produira que des dommages environnementaux et des mécanismes

de décision non démocratiques.

Belliciste parce que : Le nucléaire civil a également un autre visage, à savoir le visage militaire. La technologie d'enrichissement peut produire de l'uranium enrichi à plus de 90 % pour la fabrication de bombes. Ainsi, prendre le contrôle de la technologie nucléaire signifie disposer de matériaux adaptés à la production d'armes nucléaires. Les bases américaines situées sur notre territoire à Camp Darby et Sigonella et les aéroports militaires d'Aviano et Ghedi contiennent des armes nucléaires de différents types. Et c'est précisément à partir de toutes ces bases que des armes sont actuellement expédiées en Ukraine, fomentant ainsi un conflit dans lequel la menace atomique est à portée de main.

Face à l'insoutenabilité d'un modèle de production qui dévore le présent et détruit l'avenir, en tant qu'organisation de jeunesse communiste, nous ressentons l'urgence de construire une action pratique contre le nucléaire, en profitant de l'héritage des luttes passées qui ont banni l'industrie nucléaire d'Italie et en agissant rapidement, à proximité des décisions institutionnelles. Pour ce faire, nous aurons besoin de toutes les forces intellectuelles, sociales et politiques qui sont fondamentales pour lutter contre la dérive écocidaire et belliciste à laquelle ce système nous conduit : la manifestation de Caorso fin mai est un pas important dans cette direction.



Vers l'assaut du ciel, il est temps de s'organiser!

OSA » Opposizione Studentesca d'Alternativa

Avec le document de convocation suivant, nous entendons nous adresser aux étudiants qui se sont mobilisés dans toute l'Italie pour construire une alternative à la barbarie du présent, en partant des écoles. Comme OSA - Opposizione studentesca d'Alternativa - il y a quelques semaines, le 19 février, nous avons lancé notre Assemblée Nationale "En marche vers l'Assaut du Ciel : IL EST TEMPS DE S'ORGANISER" pour les 2-3 avril à Rome, comme un moment de rassemblement pour la réflexion, le débat et la relance de l'initiative politique suite à l'important cycle de mobilisations étudiantes qui ont traversé notre pays ces derniers mois, voyant notre organisation comme protagoniste et partie active. À l'époque, nous ne pouvions pas prévoir que les tensions initiales à la frontière russo-ukrainienne se transformeraient, avec le début de l'attaque russe le 24 février, en une guerre d'une telle ampleur, avec un effet aussi impétueux et déstabilisant pour tout le monde, en particulier pour nous, les étudiants. Bien que nous ne puissions pas encore connaître le cours futur des événements, il est clair que la guerre en Ukraine marque un avant et un après sur la ligne droite de l'histoire et que les événements et les changements dans la réalité dépendront de cet événement non pas pour les mois à venir, mais pour les années à venir.

En bref, nous sommes confrontés à un passage d'une importance historique, dans lequel la réalité change et que nous devons comprendre si nous ne voulons pas être écrasés par les événements de cette réalité en mouvement. L'Assemblée nationale d'avril revêt donc une importance

encore plus grande qu'auparavant et une centralité absolue pour pouvoir faire face aux défis auxquels nous, étudiants, sommes confrontés. Et c'est précisément vers les étudiants que nous nous tournons : à partir de ce document de convocation - que nous proposons comme base de réflexion et de débat - construisons l'Assemblée nationale de l'OSA à partir des territoires !

D'autre part, le fait que nous, étudiants, pouvons être des protagonistes de la société et de son changement a été démontré concrètement ces derniers mois. Le 6 octobre, avec l'occupation de l'Institut Rossellini à Rome par les étudiants de l'école avec l'OSA, suivie de la même manière par les lycées Albertelli et Ripetta dans les jours qui ont suivi, un cycle de mobilisations étudiantes inédit et original par rapport à ceux des années précédentes a commencé. À partir de ces premières occupations à Rome promues par notre organisation, la mobilisation étudiante s'est progressivement répandue comme une traînée de poudre : d'abord à Rome, avec plus de 60 écoles occupées, puis à Florence et Turin, et ensuite à Bologne, Pise, Catane, Venise, Milan, Cosenza, Pistoia, Livourne et Viterbe. Par la suite, la mort de Lorenzo Parelli et Giuseppe Lenoci, nos contemporains, au cours d'un stage scolaire, et les mobilisations qui ont suivi ont marqué un avant et un après dans ce cycle de luttes : Tout d'abord, dans l'extension nationale qu'a atteinte la manifestation ; ensuite, dans l'élévation du niveau de conflit et des revendications politiques des étudiants (l'abolition du travail scolaire en alternance, fer de lance de notre modèle scolaire corporatiste) et enfin

dans l'attention que nous avons réussi à nous arracher dans le paysage politique général du pays. Il convient également de souligner que, malgré des moments significatifs dans la rue, les milliers d'étudiants qui ont occupé les écoles ne sont pas descendus dans la rue, d'où le caractère inédit par rapport aux mouvements étudiants classiques, qui se caractérisaient et exprimaient leur contenu politique par des mobilisations de rue.

Dans la participation active et la construction de ce cycle de luttes, nous avons pu constater la centralité et l'importance de l'Organisation, qui s'est exprimée à travers différents aspects :

1. tout d'abord dans le travail d'analyse réalisé au fil des ans sur les tendances du modèle scolaire, qui nous a permis de comprendre la direction que prenait notre École et d'anticiper l'émergence des contradictions qu'elle générerait. Sans cet important travail d'organisation, non seulement nous aurions été privés d'une vision de notre modèle d'école et de notre proposition alternative, mais nous n'aurions même pas pu comprendre la colère qui a conduit les étudiants à occuper tant d'écoles. En fait, depuis quelque temps déjà, en analysant les réformes de l'enseignement public et les prochaines étapes décidées par le Plan national de redressement et de résilience, nous avons déjà senti que l'école était sur le point de perdre jusqu'au dernier lambeau de fonction sociale qui lui restait, devenant une institution totalement contraire aux besoins d'émancipation individuelle et collective des élèves. Sur la base de ce constat, rompant avec la tradition classique de la gauche étudiante de la "défense" de l'école publique, nous avons décidé qu'il était temps de mettre en place notre propre initiative politique contre cette école et c'est ainsi qu'en août 2021, nous

avons rédigé notre plate-forme revendicative, appelée "Briser la cage de l'école" pour indiquer précisément ce choix. Les mobilisations étudiantes qui ont éclaté peu après ont traduit la colère des étudiants, non pas tant à l'égard de problèmes spécifiques dans leurs propres institutions, mais d'un mécontentement et d'une aversion pour l'École dans son ensemble. Grâce à l'analyse effectuée par l'organisation, nous avons pu le comprendre immédiatement, identifier les mots d'ordre appropriés et élever le niveau de conflit à un niveau de confrontation supérieur, à savoir celui du modèle scolaire, qui est désormais plié de facto aux besoins des particuliers et de l'exploitation capitaliste.

2. Deuxièmement, dans la capacité à coordonner les luttes des écoles individuelles, en les unissant et en les reliant à un plan général et national qui les ferait aller au-delà de leur réduction spécifique. S'il est vrai que la lutte des étudiants a été déclenchée par une opposition au système scolaire dans son ensemble, il convient de noter que les mobilisations spontanées étaient initialement basées sur un plan de lutte "interne", souvent en opposition à leur propre directeur d'école, qui, pour des raisons à la fois organisationnelles et politiques, n'était pas en mesure de se connecter à d'autres écoles. La présence de l'Organisation, par contre, a permis non seulement de relier les luttes des différentes écoles entre elles, en les sortant de leur sphère spécifique et en les renforçant, mais aussi d'élever le niveau du conflit, en faisant comprendre aux étudiants l'importance de s'opposer directement au MIUR, au gouvernement Draghi et à l'école corporative voulue et construite sur les instructions de l'Union européenne et les intérêts de notre bourgeoisie continentale. Cela a favorisé l'élargissement des luttes dans

d'autres écoles et d'autres territoires, unis par l'opposition à l'ennemi commun. Depuis que notre Organisation est née à Rome, en 2018, nous avons décidé de parier sur le niveau organisationnel national et d'éviter d'être un simple collectif ou coordination de citoyens. Nous pouvons dire aujourd'hui que ce pari, poursuivi avec l'engagement et le dévouement des militants de l'OSE, bien qu'il ne soit pas encore totalement réussi étant donné la taille limitée de notre jeune structure, a porté ses fruits, au point d'atteindre et de donner de l'espace et de la visibilité en dehors des grandes villes métropolitaines.

3. Dans la capacité de relier les étudiants à d'autres secteurs de la société en lutte. Depuis notre création, nous avons toujours considéré notre organisation comme étudiante mais non studentiste, c'est-à-dire que, même si elle est composée d'étudiants, elle n'a jamais limité son activité politique aux seules questions scolaires. Sur cette base, nous avons recherché et établi un lien organisationnel solide avec l'Union des syndicats de base, en tant que proposition moderne et crédible du syndicalisme de classe et conflictuel. La relation avec les secteurs syndicaux organisés a permis de sortir les luttes étudiantes de leur isolement, de fournir des exemples de lutte et de réussir à élargir la vision de notre génération au cadre global de la société. Cette relation n'a pas seulement bénéficié aux étudiants "corporativement", bien au contraire : elle nous a permis d'exercer une fonction politique générale dans la reprise du conflit dans le pays, en nous permettant de transmettre notre colère et notre charge conflictuelle aux différents secteurs qui subissent cette crise. C'est aussi un objectif que nous nous sommes fixés à notre naissance, que nous avons poursuivi et qui a porté ses fruits : nous pensons qu'aujourd'hui

le pari subjectif à faire est de structurer un lien synergique et durable entre étudiants et travailleurs. Cette alliance a pu animer le mouvement de classe dans notre pays au 20ème siècle et aujourd'hui, face à la crise du Capitalisme et du modèle de développement occidental, elle doit être reconstruite en priorité et de manière dialectique par rapport au nouveau contexte historique, social et politique.

Ce ne sont là que quelques-uns des aspects qui démontrent l'importance de l'Organisation et sa force potentielle en tant qu'instrument pour changer la réalité, en tant qu'avant-garde consciente capable d'animer la colère spontanée qui, ces derniers mois, a explosé parmi les étudiants. Mais cela ne suffit pas.

La guerre à laquelle nous sommes confrontés montre toutes les limites d'un système dans lequel, depuis 30 ans, les puissances occidentales ne pensent qu'à reproduire leur propre suprématie au détriment des peuples, en fomentant la guerre pour leurs propres intérêts impérialistes. Alors que les industries de guerre voient leurs profits exploser, la crise sociale s'aggrave et pèse encore plus lourdement sur les épaules des secteurs populaires. Dans le même temps, la crise environnementale fait rage, rapprochant la terre d'une crise cardiaque écologique, et notre pôle géopolitique, l'Union européenne, en investissant dans l'énergie de fission nucléaire, nous éloigne de plus en plus d'une véritable solution au problème, qui n'est possible que dans un système où la priorité n'est pas le profit privé mais le bien-être de la communauté. D'autre part, la pandémie a montré que les systèmes sociaux et économiques tels que celui de Cuba, où le droit à la santé, à la scolarisation, au travail et à une vie digne a toujours été placé au cœur

du développement du pays, se sont avérés non seulement plus réactifs à la crise sanitaire mais ont également su imposer l'urgence d'une Alternative globale, avec la perspective internationaliste d'un petit pays qui a pourtant appris au monde entier que la paix et la coopération entre les peuples peuvent devenir la règle dans les relations internationales, qu'il est possible d'envoyer "des médecins et non des bombes", comme le disait Fidel Castro.

Face à ce système en ruine, qui nous contraint à un avenir sanglant de misère, la nécessité d'un bouleversement total du modèle de développement redevient centrale. Ce dont nous avons besoin, ici et maintenant, c'est d'un nouvel Assaut sur le Ciel vers lequel nous pouvons marcher.

Dans ce sens nous lançons l'appel à construire ensemble l'Assemblée Nationale de l'OSA de tous les territoires d'Italie :

- Convoquons des moments de débat et de confrontation non seulement sur la base de ce document mais aussi sur toutes les questions qui touchent notre génération.

- Nous recueillons les témoignages, les expériences et les opinions des élèves de nos

écoles sur la situation actuelle, afin que l'Assemblée nationale soit un moment où la réalité que nous vivons chaque jour puisse émerger comme une base fondamentale pour construire une contre-attaque.

- Élaborons des raisonnements, des propositions et tout ce que nous pouvons apporter à l'Assemblée nationale et collectivisons, pour enrichir le débat et développer davantage le travail politique : l'Organisation est le produit de son esprit collectif, que chacun de nous a la responsabilité de développer sans cesse.

Ce document que nous adressons aux étudiants en lutte dans toute l'Italie n'est pas une formalité ni une invitation à un simple débat intellectualiste. Au contraire, cet appel, qui ouvre une phase de réflexion et de raisonnement vers et au-delà de l'Assemblée nationale, implique une prise de conscience et une responsabilité de la part de tous ceux qui entendent relever le défi proposé : celui de l'Organisation et de sa construction, du développement d'un esprit et d'un corps collectifs avec lesquels agir dans la réalité.

Ceux qui ont le courage de l'accepter sauront où nous trouver. En marche, "le long d'une route escarpée et difficile, en se tenant les mains avec force", vers le nouvel Assaut du Ciel.



Extrait de l'interview de Pierpaolo Leonardi

- coordinateur national du syndicat -

Extrait de l'interview Contropiano du 17 avril 2022

Nous voulons demander comment la journée du 22 avril, qui a été conçue dans un contexte différent, a été brusquement modifiée par la guerre. Le pays était déjà plongé dans une lourde crise économique et sociale, que pouvaient faire les travailleurs de la production et de la circulation des marchandises contre les causes et les conséquences de la guerre sur la société ?

Da mesi, da ben prima che la guerra in Europa. Depuis des mois, bien avant que la guerre en Europe n'éclate et ne devienne une réalité, l'USB s'était engagée sur la voie de la relance de l'initiative ouvrière de classe dans le pays. La hausse de l'inflation, l'impact des sanctions contre la Russie sur les salaires et sur la viabilité économique des familles, tout cela est entré en vigueur lors de la préparation du 22.

Baisser les armes, augmenter les salaires est devenu un nouveau mot d'ordre à côté de ceux sur lesquels la mobilisation a commencé.

Le coût de la vie attaque directement le bloc social des travailleurs dépendants, précaires et faussement autonomes qui s'intéressent objectivement au changement de politique économique et qui sont les interprètes directs de la nécessité de sortir de la sphère des conflits strictement syndicaux et, comme dans les

années 70, de mener un mouvement plus large qui pose la question des salaires, des revenus directs et indirects, du droit au logement, contre le coût de la vie, pour le pouvoir des travailleurs.

Que signifie une "grève des travailleurs et une manifestation nationale à Rome" ? Vous avez décrit cette journée de conflit comme remettant la "variante des travailleurs" au centre de l'agenda politique du pays. Mais il s'agit d'une grève qui agit aussi ouvertement dans et contre la chaîne de valeur capitaliste. Qu'est-ce que cela signifie ?

Depuis de nombreuses années, on parle de la fin de la classe ouvrière, de la fin de sa fonction dans le pays. On a ainsi tenté, en grande partie avec succès grâce aux choix des confédérations jaunes et pro-propriétaires, de désarmer les travailleurs en les privant de la conscience de leur fonction historique mais surtout de leur fonction dans la réalité.

Les travailleurs, les ouvriers, ceux qui produisent avec le 22 avril reprend la parole et le fait avec ceux qui le produit de leur travail circule et le commercialise. Une variante, celle des travailleurs, dans la déclinaison que j'ai dite de la chaîne de valeur qui serpente de la production à la commercialisation des biens et des produits,

qui s'affirme comme un nouvel espace de conflit élargi pour acquérir un nouveau pouvoir et un nouveau rôle dans la société.

La richesse appartient à ceux qui la produisent, la déplacent, la commercialisent et, au-delà des divisions catégorielles classiques, s'organisent et se proposent, par la lutte, comme un sujet unitaire capable de redessiner la société et les intérêts.

Un aspect résolument inédit qui a émergé est l'unité entre les travailleurs et les étudiants. Les organisations d'étudiants telles que l'Osa ont déclaré une grève pour le 22 avril. Ils ont écrit sur diverses banderoles "Travailleurs-étudiants enfants de la même colère". Comment est née cette alliance de deux secteurs importants du bloc social antagoniste et comment se développe-t-elle ?

L'unité entre travailleurs et étudiants n'est pas un fait nouveau dans l'histoire des luttes sociales et syndicales de notre pays...

Évidemment, je faisais référence aux années les plus récentes, ou aux décennies.....

En fait, il est plus approprié de dire que l'on avait peut-être perdu la mémoire et la conscience de l'unité d'intérêts entre les travailleurs et les étudiants, qui avait progressivement disparu avec le temps. Aujourd'hui, le capital a fourni, comme il le fait toujours, les éléments de recomposition

qui rendent inévitablement nécessaire l'unité entre étudiants et forces de travail.

L'introduction de l'alternance école-travail a donné un formidable coup de pouce à la compréhension par les étudiants de la manière dont leur formation était pliée aux intérêts du capital, au maintien du commandement des entreprises. La période scolaire interprétée comme un apprentissage au travail, plutôt que comme une phase de croissance libre et consciente, l'école des compétences, et les compétences dont les entreprises ont besoin, ont conduit très tôt les élèves à devoir se battre non seulement pour une école ouverte, laïque et démocratique, mais aussi contre l'exploitation.

La question de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail, qui est un autre des thèmes centraux de la grève et de la manifestation des travailleurs du 22 avril, les meurtres au travail qui se comptent chaque jour dans le pays ont été immédiatement mis en relation avec la mort des deux étudiants qui effectuaient des activités de production réelles directement dans l'entreprise, au lieu de leur propre école, et ont donné la mesure de la nécessité de l'unité de classe et de la mobilisation.

Nous pouvons donc dire qu'après des années de léthargie et de pensée faible, le conflit des travailleurs et des étudiants semble avoir redécouvert au sein de la crise - et de son exacerbation avec la guerre - une fonction, une identité de classe et une aspiration au changement qui semblaient avoir disparu. Les travailleurs de l'aéroport de Pise et les dockers de Gênes ont blo-

qué le trafic d'armes, construisant autour d'eux une très large alliance sociale. Des décennies après les moments forts du mouvement ouvrier, peut-on dire que lorsqu'ils prennent l'initiative, les travailleurs ont à nouveau la capacité d'unir autour d'eux un bloc social plus large ? Pouvons-nous envisager l'avenir de manière plus positive que par le passé ?

pas. Ils sont plutôt le résultat d'une culture maintenue et entretenue avec ténacité dans nos rangs, qui nous pousse à intervenir directement, avec nos propres outils, la grève, et avec nos propres corps, les blocages, pour empêcher la guerre de tout dominer et de nous considérer comme des complices.

La participation massive, bien au-delà de celle des secteurs de travailleurs directement concernés, qui a animé les blocages et les manifestations clairement contre la guerre, contre l'envoi d'armes, contre le transfert de ressources des besoins sociaux vers les dépenses militaires, montre qu'un comportement décisif, fort et clair en termes d'objectifs et de modes d'action peut faire la différence et devenir les éléments d'une large cohésion, les signes avant-coureurs d'une croissance du consensus généralisé.

C'est ce à quoi nous travaillons, et c'est ce qu'ils essaient de nous empêcher de faire avec des plaintes, des renvois et même des provocations des carabinieri. Ils n'ont pas réussi jusqu'à présent et ils ne réussiront pas à l'avenir. La réaction de l'ensemble de l'organisation, la volonté de continuer et la détermination dans les initiatives de lutte renforcent considérablement notre conscience que nous sommes sur la bonne voie.

Il ne fait aucun doute que la reprise du conflit des travailleurs contre les restructurations dans les usines, contre les délocalisations, dans les campagnes contre l'exploitation et l'esclavage, dans la logistique contre les nouveaux modèles d'esclavage/production ont donné une forte impulsion à une reprise globale du conflit. Nous assistons à la reprise du protagonisme des travailleurs précisément maintenant que la guerre semble avoir redistribué et redessiné les périmètres sociaux et politiques dans lesquels seuls les comportements compatibles avec les choix globaux du capital sont considérés comme légitimes.

Les "épisodes" de Pise et de Gênes n'en sont



22 APRILE 2022



E L'ORA della VARIANTE OPERAIA Sciopero Nazionale

PRODUZIONE AGRICOLA / INDUSTRIALE
LOGISTICA / PORTI / CARGO / COMMERCIO

AUMENTI SALARIALI ADEGUATI E UGUALI PER TUTTI
NESSUN LICENZIAMENTO
NO ALL'AUMENTO DELLE SPESE MILITARI
CONTRO IL GOVERNO DEL CAROVITA E DELLA GUERRA

CORTEO H.14.00
ROMA -PIAZZA DELLA REPUBBLICA



Cinq mille travailleurs dans les rues avec les étudiants contre l'exploitation, le coût de la vie et la guerre.

USB : une nouvelle histoire a commencé à Rome !

Unione Sindacale di Base

Cinq mille travailleurs ont participé cet après-midi à Rome à la manifestation nationale appelée par l'Unione Sindacale di Base, en même temps que la grève de la "variante ouvrière", proclamée dans tous les secteurs productifs italiens, de l'industrie à la logistique, à l'agriculture et aux ports.

"Baissez vos armes, augmentez vos salaires", tel était le mot d'ordre sur la banderole d'ouverture du cortège, une demande précise au gouvernement et aux employeurs en cette période de crise déjà aggravée par la pandémie et encore aggravée par une guerre qui s'abat sur l'État-providence, de l'école à la santé.

Sur la Piazza della Repubblica, les députés Simona Suriano et Yana Ehm, qui ont apporté la solidarité de ManifestA, ont donné le coup d'envoi de l'événement, qui a été suivi par des discours de travailleurs d'entreprises de toute l'Italie. La conclusion, sur la Piazza Madonna di Loreto, a été confiée à Sasha Colautti, de l'USB Private Labour Executive. Avec l'USB, l'ASIA et les mouvements de logement, des délégations de Potere al Popolo, Rifondazione Comunista, PCI et Rete dei Comunisti sont également descendues dans les rues.

Il y avait également un important contingent d'étudiants, qui avaient manifesté le matin devant le ministère de l'Éducation avec les dockers

de Gênes. Aujourd'hui, les travailleurs appellent à une alliance sociale avec les étudiants et avec toutes les parties de la société, à commencer par le reste du monde du travail, mais aussi avec les nombreux groupes de pauvreté qui se multiplient dans le pays et qui souffrent des politiques de guerre et de la hausse généralisée des prix.

Aujourd'hui à Rome, une nouvelle histoire a commencé, dans laquelle le monde du travail appelle à une large convergence sociale contre l'exploitation et la cherté de la vie, pour la relance des salaires et des pensions, pour la défense de l'environnement et du territoire et pour sortir l'Italie de la guerre.

C'est le message que la "variante des travailleurs" a lancé aujourd'hui depuis la manifestation à Rome.



Rete dei Comunisti

www.retedeicomunisti.net

[facebook/retedeicomunisti](https://facebook.com/retedeicomunisti)

Contropiano

contropiano.org

[facebook/contropiano](https://facebook.com/contropiano)

[instagram/contropiano_org](https://instagram.com/contropiano_org)

Cambiare Rotta

cambiare-rotta.org

[facebook/cambiarerotta.org](https://facebook.com/cambiarerotta.org)

[instagram/cambiarerotta](https://instagram.com/cambiarerotta)

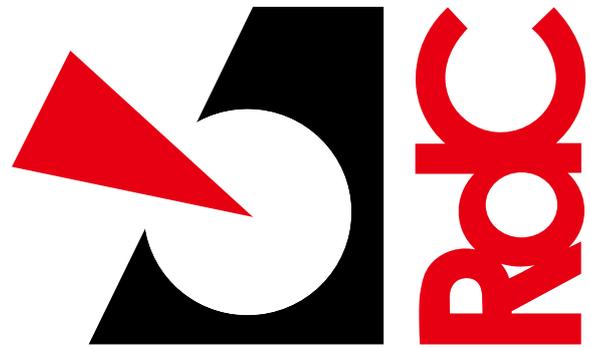
OSA

osa.claims

[facebook/opposizionestudentescaalternativa](https://facebook.com/opposizionestudentescaalternativa)

[instagram/osa.nazionale](https://instagram.com/osa.nazionale)

Contacts



Rete dei Comunisti

WWW.RETEDEICOMUNISTI.NET